



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 10/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Renvico France

38 rue Jean Mermoz
78600 Maisons-Laffitte

Références : D2i 2025-626
Code AIOT : 0005704308

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement Renvico France implanté Parc éolien de l'Orme de Champagne Chemin rural dit De la route Picard le Mont d'Aunay 51300 Pringy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Renvico France
- Parc éolien de l'Orme de Champagne Chemin rural dit De la route Picard le Mont d'Aunay 51300 Pringy
- Code AIOT : 0005704308
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien doté de 7 aérogénérateurs de hauteur de mât de 80m.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Elimination déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
2	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
4	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que l'exploitant a rapidement informé les autorités de la mortalité de Milan royal sur son parc. L'exploitant a mis en place un suivi spécifique visant le Milan Royal sur l'année 2025. Cette mesure est jugée suffisante par l'Inspection.

Il reste néanmoins à transmettre une fiche BARPI relatant les faits de l'accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Elimination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Bordereau de suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Par sondage, l'Inspection a procédé à la vérification des bordereaux de suivi de déchets (BSD). Le BSD n°20241231 datant du 06/01/2025 fait figurer la quantité de déchets. Le parc éolien est identifié comme producteur du déchet. La destination finale est également bien identifiée. Aucune non-conformité n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Autre, Défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. Ce dernier est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes ; - d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérification des extincteurs. Le dernier contrôle a eu lieu le 30/07/2024 sur l'ensemble des extincteurs. L'Inspection a procédé à la vérification par sondage de la présence de moyens de lutte contre l'incendie. Aucune non-conformité n'a été constatée pour l'extincteur situé dans la machine E5.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole.</p> <p>Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait parvenir à l'Inspection une fiche de mortalité concernant le cadavre d'un Milan royal découvert le 28/10/2024 à 40 m de l'éolienne E5. Un contact a été rapidement établi avec le référent de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Champagne Ardenne le 29/10/2024.</p>

Suite à cette découverte, un suivi spécifique du Milan royal a été mis en place pour l'intégralité de l'année 2025. Le protocole de suivi du Milan royal mis en place a été transmis à l'Inspection. Aucune non conformité n'a été relevée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de remplir et transmettre une fiche Barpi en vue de faire remonter le cas de mortalité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Accès aux installations
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Par sondage, l'Inspection a vérifié la conformité à la prescription contrôlée. L'Inspection a constaté que les accès au PDL1 ainsi qu'à la machine E5 étaient maintenus fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite